Motion

à propos de la Grèce

Depuis la victoire de Syriza le 25 janvier, les institutions européennes ne cessent pas d'exercer des pressions sur le gouvernement grec. Le peuple grec avait voté clairement contre l'austérité et les «réformes structurelles». Le FMI, la Banque centrale et l'Eurogroupe veulent en effet annuler ce vote. Ils cherchent à imposer les mêmes recettes qui ont dévasté l'économie et la société grecques depuis cinq ans. Ils exigent le maintien du démantèlement du code du travail, des licenciements massifs, une baisse des pensions, une augmentation de la TVA, la poursuite des privatisations. Et la méthode qu'ils utilisent est celle de l'étranglement financière. Le gouvernement grec refuse de céder devant ces pressions. Et le 24 avril, la réunion de l'Eurogroupe à Riga a encore refusé d'avancer.

Dans cette situation d'impasse, nous réaffirmons notre solidarité avec le peuple et le gouvernement grecs et nous exigeons le respect du vote démocratique du 25 janvier.

Nous exigeons :

- le soutien à l'audit de la légitimité de la dette souveraine grecque;

- une information correcte sur les demandes et projets du gouvernement grec;

- le versement des 7,2 milliards du dernier « plan de sauvetage » sans conditions politiques ;

- le déblocage et remboursement des 1,9 milliards encaissées par la BCE sur la vente des bons grecs ;

- le financement de la Grèce par la BCE au même titre que les autres pays de l'eurozone.

Nous demandons que le gouvernement luxembourgeois et ses représentants dans les diverses instances européennes agissent dans ce sens.